

Erea : la lutte remarquable des PE-éducateur-trices contre la casse des internats éducatifs

Comme un peu partout en France, les personnels de l'Erea (Établissement régional d'Enseignement adapté) Française Dolto (Saint-Aubin-le-Cloud, Deux-Sèvres) sont en lutte contre la suppression de 3 postes de professeurs des écoles – éducateur-trices (PEE), remplacé-es par des AED. Après plus de cinq semaines de grève, ils continuent de se battre contre la politique comptable du rectorat de Poitiers, initiée par le ministère, qui vise à remettre en cause l'essence même des Erea : l'internat éducatif.

Ces établissements accueillent des élèves en grande difficulté scolaire (mais aussi, bien souvent, sociale et familiale). Les missions des PEE vont de l'encadrement d'ateliers éducatifs, de l'aide aux devoirs, des études dirigées, au suivi individualisé et à l'encadrement des soirées et des nuits à l'internat. C'est par cette prise en charge globale qu'ils/elles peuvent apporter à leurs élèves un suivi éducatif de qualité en lien avec les équipes pédagogiques.

Mais en octobre 2015, le ministère, par une note aux recteur-trices, remet en cause le statut des PEE et demande de « privilégier » les AED pour assurer les nuits. Les rectorats ont alors déterminé la façon dont ils allaient (ou non) appliquer ces instructions. C'est ainsi que les CTA (Comité technique acadé-

mique) ont décidé entre janvier et mars du nombre de postes supprimés. 22 postes dans l'académie de Bordeaux, 14 dans l'académie de Toulouse, 12 dans l'académie de Poitiers,... Dans cette dernière, se situe l'Erea F. Dolto où les PEE sont en grève depuis le 15 mars, suivi-es et soutenu-es par la majorité de l'équipe enseignante (PE, PLP) et par des agent-es. Leur lutte remarquable a été rejointe par les Erea de l'académie et ils/elles essaient de coordonner les luttes au niveau national. Malgré les tentatives du rectorat de casser le mouvement, l'internat est donc fermé depuis un mois et demi, et des journées de grèves et d'actions sont régulièrement organisées et très suivies dans l'établissement. Des AED ont été recruté-es pour remplacer les grévistes, un lycée voisin a été sollicité pour accueillir les internes, mais les collègues ont riposté en menaçant d'attaquer au TA et en durcissant leur mouvement. Jusqu'ici, toutes les manœuvres sont tombées à l'eau. Les collègues tiennent grâce à la caisse de grève, et au soutien de Sud éducation.

La prochaine étape sera sans doute à chercher au niveau national. Les grévistes réfléchissent à une journée d'action coordonnée.

Sud éducation Deux-Sèvres

Il n'y a pas de petits profits... !

Lors du vote du budget du département de la Seine Maritime le 2 février 2016, a été acté la suppression de l'octroi de bourses départementales aux familles. Cette mesure permettait jusqu'alors d'aider 5000 familles du département.

Sud éducation Haute Normandie dénonce cette décision et a lancé une proposition à l'intersyndicale pour interpellier le président du département sur cette question.

Dans le cadre des différentes contre réformes qu'on nous impose depuis quelques années et qui visent à donner plus de pouvoir aux collectivités locales, nous pouvons être légitimement inquiet-es du maintien d'un service public éducatif de qualité.

Ne nous laissons pas faire !

Sud éducation Haute-Normandie

éducation
Sud

Fédération des syndicats

Sud éducation :

17, boulevard de la
Libération

93200 Saint-Denis

Téléphone : 01-42-43-90-09

Fax : 09-85-94-77-60

e-mail : fede@sudeducation.org

Union
syndicale
Solidaires

**Joignez /
rejoignez-nous**

Prenez contact avec
votre syndicat local
ou avec la fédération
sur notre site :

www.sudeducation.org

Encart jeté en aléatoire
pour certains destinataires
Journal trimestriel réalisé par
la fédération des syndicats

Sud éducation

Numéro de CPPAP

0418 S 06443

délivré le 04/12/08

jusqu'au 30/04/18

Prix > 1,5 €

Abonnement > 10 €

Directeur de la publication :

A. Champeau

Imprimerie :

Rotographie, Montreuil

Dépôt légal en cours